

YUASA Makoto

CONTRE LA PAUVRETÉ
AU JAPON

Traduit du japonais par
Rémi Buquet

Coordinatrice scientifique :
Mélanie Hours

OUVRAGE PUBLIÉ AVEC LE SOUTIEN DE L'INALCO
ET DE L'UNIVERSITÉ PARIS-DIDEROT DANS LE CADRE
DU PROGRAMME SOCIAL SCIENCE RESEARCH AND EDUCATION
ON CONTEMPORARY JAPAN DE LA FONDATION DU JAPON



Éditions Picquier

Titre original : *Han hinkon : Suberidai shakai kara no dasshutsu*

© 2008, Makoto Yuasa

Edition originale publiée au Japon en 2008 par Iwanami Shoten, Tokyo.

Edition française publiée avec l'autorisation d'Iwanami Shoten, Tokyo,
par l'intermédiaire du Bureau des Copyrights Français, Tokyo.

© 2018, Editions Philippe Picquier

Mas de Vert

B.P. 20150

13631 Arles cedex

www.editions-picquier.fr

Conception graphique : Picquier & Protière

Mise en page : M.-C. Raguin, www.adlitteram-corrections.fr

ISBN : 978-2-8097-1382-4

Sommaire

Avertissement.....	7
Avant-propos	9
Préface à l'édition française.....	15

Première partie *Sur le terrain de la pauvreté*

1. Du quotidien d'un couple.....	31
M. et Mme Arata dans une pension de famille.....	31
Une vie marquée par la pauvreté	32
Travailler en tant qu'ouvrier intérimaire	35
Vivre dans un cybercafé	39
Moyai et la demande d'assistance	41
La pauvreté relève-t-elle de la responsabilité individuelle ?	43
2. Le Japon, une société toboggan.....	45
Un filet de sécurité à trois niveaux	45
Celles et ceux qui en subissent les conséquences	63
3. La pauvreté relève-t-elle de la responsabilité individuelle ?	85
Une quintuple exclusion.....	85
Critique de la théorie de la responsabilité individuelle.	96
Savoir percevoir ces <i>tame</i> invisibles	111
Repartir à zéro sur la question de la pauvreté.....	123

Seconde partie
L'anti-pauvreté

4. Des freins pour cette « société toboggan »	135
Vers une réhabilitation de « l'action citoyenne » et de la « zone sociale »	135
Moyai comme point de départ.....	156
5. Les « luttes anti-pauvreté » et leurs interconnexions	175
L'opposition au « business de la pauvreté » (l'exemple de l'entreprise M-Crew Union).....	175
Etablir des mécanismes mutuels – Le Réseau d'entraide anti-pauvreté.....	192
Ces juristes qui commencent à mettre la main à la pâte	201
Où sont les minima nationaux ? La question du minimum vital et du salaire minimum	216
Le revenu minimum et le niveau de vie minimum	219
Vers une société forte – La construction d'un réseau anti-pauvreté	241
Le souhait de M. Arata	241
Les canaris des mines de charbon.....	243
Vers une société forte.....	245
Les individus et la force immunitaire d'une société.....	248
Vers un réseau anti-pauvreté.....	252
Repartir à zéro sur la question de la pauvreté.....	257
Postface	261
Glossaire	267

Avertissement

Nous avons adopté pour cet ouvrage la transcription phonétique du système Hepburn modifié pour les références japonaises :

e se prononce comme le « é » en français ;

ch se prononce « tch » ;

g est toujours occlusif : « gi » = « gui » (comme guitare), « ge » = « gue » (comme gué) ;

h est toujours aspiré ;

j est prononcé « dj », comme djinn ;

s est sourd ;

sh se prononce comme « ch » en français : « sha » (comme chat), « shu » (comme choux), « sho » (comme chaud).

r est plus proche du « l » en français ;

w et *y* sont toujours des semi-voyelles : le *w* se prononce comme en anglais, mais n'existe qu'avec la voyelle *a* en japonais moderne. Le *y* comme dans le mot *yack* ; si une consonne précède *ya*, *yu*, *yo*, cela entraîne la palatalisation de la consonne « *myo* » se prononcera comme dans *myosotis*, « *nyû* », comme *new* en anglais, etc. ;

l'allongement de la voyelle est indiqué par un accent circonflexe, ex. : ô = oo, î = ii, etc. ;

un point entre la consonne « *n* » et une voyelle indique que la syllabe qui précède le point est nasalisée et la voyelle suivante se prononce indépendamment, ex. : Jun.ichirô (prénom) ; tan.itsu (unique) ;

chaque voyelle se prononce distinctement et il n'existe pas de diphtongue en japonais.

Pour les noms propres japonais, nous avons respecté l'usage japonais qui est de citer d'abord le nom patronymique suivi du prénom.

Le lecteur trouvera un glossaire portant sur le système des aides sociales et du travail au Japon en fin d'ouvrage.

Avant-propos

Paru au Japon en avril 2008, *La Lutte contre la pauvreté* de Yuasa Makoto a eu une forte répercussion dans la société. C'est d'abord l'un des tout premiers ouvrages¹ sur le Japon destiné au grand public dont le titre contenait le terme *hinkon* ou « pauvreté », expression qui n'était plus employée à propos de l'archipel depuis plus de quatre décennies... Si l'année 2008 marque le retour du terme « pauvreté » dans les médias, les Japonais peinaient encore, à l'époque, à l'associer à leur pays.

Il faut dire que, malgré les crises économiques qu'a traversées le Japon à partir des années 1990, la population vivait toujours dans l'illusion d'une société égalitaire. L'archipel, confronté à une pauvreté massive après la défaite de 1945, a su se hisser au rang de deuxième puissance mondiale à une vitesse étonnante. La croissance économique qui démarre en 1955 a été marquée par l'élévation considérable du niveau de vie des Japonais et par le sentiment, largement partagé dans la population, d'appartenir à la classe moyenne. Progressivement, la pauvreté a été perçue comme un phénomène appartenant au passé, au point que le terme *hinkon* n'était plus utilisé qu'au sujet des pays étrangers. Les statistiques sur la pauvreté cessèrent d'être publiées, confortant ainsi l'idée de sa disparition.

1. Le premier en date a également été écrit par Yuasa Makoto, un an plus tôt : *Hinkon shūrai* [L'assaut de la pauvreté], Yamabuki shoten, Tōkyō, 2007.

Mais la pauvreté n'avait pas pour autant été éradiquée, la réussite économique ayant généré son lot de laissés pour compte. La crise des années 1990, première grande récession depuis 1945, a aussi fait émerger de nouvelles formes de pauvreté, dont l'apparition des sans-domicile au cœur des grandes villes est l'un des symptômes les plus visibles.

Malgré tout, il faudra attendre 2008 pour que la question de la pauvreté refasse surface et soit perçue comme une réalité par les Japonais. La crise financière mondiale plonge le pays dans la pire récession de son histoire. La précarisation professionnelle touchant de plus en plus de salariés, la figure du « travailleur pauvre » émerge dans les médias.

Dès 2007, Yuasa Makoto, acteur associatif luttant contre la pauvreté, fédère syndicats, associations de citoyens, juristes ou universitaires autour du « réseau anti-pauvreté », dont il devient le secrétaire général. L'année suivante, il organise un campement éphémère dans un parc de Tôkyô, réunissant plusieurs centaines d'intérimaires se retrouvant à la rue faute d'avoir pu renouveler leur contrat¹. Largement médiatisée, cette initiative permet de sensibiliser la population et les responsables politiques au sort des 157 000 intérimaires dans la même situation.

Yuasa Makoto se retrouve propulsé sur le devant de la scène médiatique, devenant la figure incontournable du mouvement anti-pauvreté. Son ouvrage *La Lutte contre la pauvreté*, pourtant publié huit mois plus tôt, connaît alors un succès fulgurant et plus de 200 000 exemplaires sont vendus en l'espace de quelques mois.

La crise sans précédent que traverse l'archipel va favoriser une alternance politique historique lors des élections législatives en 2009. Le principal parti d'opposition de centre-gauche, le Parti démocrate du Japon (PDJ) l'emporte sur le Parti libéral-démocrate (PLD), le parti conservateur

1. Le « village des intérimaires du Nouvel An » (*toshikoshi haken mura*), du 31 décembre 2008 au 5 janvier 2009.

au pouvoir depuis cinquante-quatre ans de façon quasiment ininterrompue.

Le nouveau Premier ministre Hatoyama Yukio, tenant une de ses promesses de campagne, met en place des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat et lutter contre la précarité. La publication officielle du taux de pauvreté national, pour la première fois depuis plusieurs décennies, marque la reconnaissance, de la part du nouveau gouvernement, de l'existence de la pauvreté dans l'archipel. Ce taux de pauvreté relative¹ s'élevait à 15,7 % pour l'année 2006, soit l'un des plus élevés des pays de l'OCDE.

Yuasa Makoto, dont la détermination, le franc-parler et les discours convaincants avaient attiré l'attention du milieu politique, est rapidement sollicité pour rejoindre le cabinet du Premier ministre en tant que conseiller. Il travaille notamment à l'élaboration d'un projet de loi en faveur des personnes en situation de grande précarité. Jusque-là, le seul dispositif pour lutter contre la pauvreté était la Protection vitale, l'équivalent de notre RSA. La nouvelle loi² prévoit des prestations « à la carte » pour répondre aux besoins divers des populations précaires : aide au logement, au retour à l'emploi, à la formation professionnelle, etc. Le gouvernement réforme également le système d'allocation familiale, désormais accessible à tous les foyers et en augmente le montant. Du côté de la Protection vitale, une circulaire est diffusée pour freiner les pratiques administratives illégales excluant certaines populations de l'assistance. Le nombre d'allocataires connaît alors une hausse historique³.

Yuasa Makoto démissionne du gouvernement quelques mois avant que l'archipel ne bascule de nouveau à droite. Le retour du PLD au pouvoir en décembre 2012 marque

1. Le taux de pauvreté relative correspond ici au pourcentage de personnes vivant avec moins de 50 % du revenu médian.

2. La loi d'aide à l'indépendance des personnes en grande difficulté, entrée en vigueur en 2015.

3. De 1,5 million d'allocataires en 2008 à plus de 2,1 millions en 2012.

celui d'une politique conservatrice et ultralibérale. Le regard sur la pauvreté change. Les pauvres, soupçonnés d'être des fainéants et des fraudeurs, se trouvent confrontés au retour en force de la notion de responsabilité individuelle, que Yuasa Makoto ne cesse de dénoncer depuis plus de dix ans. Alors que le taux de pauvreté augmente, le nouveau Premier ministre Abe Shinzo, fait de la Protection vitale l'une des principales cibles des restrictions budgétaires. Il fait réviser la loi, inchangée depuis 1950, pour durcir les conditions d'accès et baisser le montant de l'allocation, jugé trop élevé comparé aux revenus moyens des salariés, alors que la précarisation du travail¹ tire les salaires vers le bas. En effet, derrière un taux de chômage à 2,8 %, le plus bas depuis une quinzaine d'années, se cachent de fortes disparités : les travailleurs précaires, qui étaient 10 millions en 1995, dépassent en 2018 les 20 millions et représentent plus de 37 % des salariés. A travail égal, ils gagnent en moyenne 35 % de moins que les salariés « réguliers² », ne perçoivent aucune indemnité pour compenser l'absence de sécurité de l'emploi et bénéficient rarement d'une protection sociale³.

Tandis que s'installe un climat de suspicion envers les pauvres, l'attention du public se tourne vers la pauvreté infantile. Lors de la publication des statistiques sur la pauvreté en juillet 2014, l'annonce selon laquelle un enfant sur six vit sous le seuil de pauvreté au Japon déclenche un boom médiatique sur la question, reléguant l'augmentation du taux de pauvreté dans la population au second plan⁴. On assiste depuis à un hiatus dans les discours sur la pauvreté avec d'un côté la stigmatisation des adultes et de l'autre

1. Les travailleurs précaires, dits « non réguliers » au Japon, représentent plus de 37 % des salariés en 2017.

2. Les emplois dits « réguliers » désignent les CDI à temps plein. L'emploi précaire (« non régulier ») correspond à toutes les autres formes d'emploi. L'écart de salaire est calculé sur le salaire horaire.

3. Que ce soit l'assurance-santé, l'assurance-chômage ou les cotisations retraite.

4. Le taux de pauvreté relative s'élevait à 16,1 % et celui des enfants à 16,3 % pour l'année 2012.

une focalisation sur les enfants. Ces derniers ne peuvent être considérés comme responsables de leur sort et suscitent au contraire un sentiment de pitié. Mais l'élan de mobilisation dans la population qu'a généré cette question dépasse les clivages politiques et tend à recréer une solidarité au niveau local. Le mouvement des *kodomo shokudô* (« cantines pour enfants ») est à ce titre le plus remarquable : ces cantines de quartier, ouvertes spontanément par des bénévoles pour lutter contre la pauvreté des enfants, sont devenues des lieux de rencontres et d'échanges ouverts à tous les habitants du quartier. Yuasa Makoto, qui s'est aussi consacré à la pauvreté infantile depuis 2016, y voit un moyen d'attirer de nouveau l'attention sur la problématique plus large de la pauvreté.

Le combat qu'il a mené au milieu des années 2000 pour faire accepter l'existence de la pauvreté dans son pays est finalement très semblable à celui qu'il mène aujourd'hui. Si le terme *hinkon* est réapparu dans le langage courant, il est encore souvent associé aux privations extrêmes endurées après la guerre, face auxquelles les nouvelles formes de pauvreté paraissent dérisoires. Dix ans après la publication de ce livre au Japon, son analyse des mécanismes de mise à distance de la question de la pauvreté est toujours d'actualité.

Les initiatives citoyennes comme les *kodomo shokudô* montrent néanmoins la capacité des Japonais à trouver d'eux-mêmes de nouvelles réponses pour reconstruire du lien entre les individus et bâtir une « société forte », comme l'appelle de ses vœux Yuasa Makoto.

MÉLANIE HOURS

(maître de conférences, responsable de la section de japonais de l'université Toulouse Jean-Jaurès)

Préface

à l'édition française

J'ai rédigé ce livre entre la fin de l'année 2007 et le début de l'année 2008. Cela remonte à dix ans déjà. En japonais, nous avons un proverbe disant qu'« une décennie forme une époque », c'est-à-dire qu'une période de dix ans est suffisamment longue pour que les choses d'alors paraissent appartenir au passé. Ce livre ne fait pas exception.

À l'époque où je l'ai écrit, j'étais à la fois énervé par la situation et pressé de changer les choses.

Il était évident pour moi, qui rencontrais et parlais tous les jours avec des personnes en grande difficulté, que la pauvreté commençait à se répandre au Japon.

Je sentais qu'il y avait là un problème structurel et que, si nous n'agissions pas, nous serions confrontés à un affaiblissement de la société japonaise.

Mais « ce qui était évident pour moi » ne l'était pas du tout pour la société japonaise.

Les gens doutaient que des personnes dans de telles situations existent et quand je le démontrais, on me répliquait qu'il ne s'agissait « que de simples paresseux, pas d'un problème social ».

C'est ce que l'on nomme « un déni » en psychologie : manquer de courage pour faire face à une réalité qui nous dérange. C'est pourquoi j'ai écrit à plusieurs reprises dans ce livre, que « le Japon [n'était] pas encore prêt à se confronter à la pauvreté ».

Mais la crise économique mondiale de 2008, survenue après la parution de ce livre, a bouleversé la situation. Ceux qui travaillaient dans des usines, du secteur manufacturier ou autre, ont perdu leur emploi, ont été expulsés des dortoirs mis à leur disposition et se sont retrouvés sans-domicile. Depuis longtemps déjà, le regard porté par les Japonais sur les personnes vivant à la rue était très froid, mais cette fois-ci, ils ne pouvaient plus dire que « c'était faute d'un manque d'effort et de capacité ».

C'est pourquoi, suite à un grand bouleversement politique¹, le nouveau gouvernement reconnut le 20 octobre 2009 l'existence de la pauvreté au Japon. C'était la première fois que le gouvernement changeait de position sur ce sujet depuis que, quarante-trois ans plus tôt, en pleine période de haute croissance économique, était apparue l'idée selon laquelle « le problème de la pauvreté au Japon appartient désormais au passé ».

Durant les trois années qui ont suivi cette déclaration, j'ai participé, en tant que conseiller du gouvernement, à l'élaboration de mesures pour résorber la pauvreté.

Aujourd'hui, en 2018, plus personne ne nie l'existence de la pauvreté au Japon. Au contraire, elle est maintenant intégrée à la représentation que nous avons de notre société.

Presque tous les jours, des articles sur le sujet paraissent sur internet. Pour les jeunes en particulier, c'est devenu quelque chose d'évident. A tel point qu'ils peinent à croire qu'il y a seulement dix ans on considérait que la pauvreté n'existait pas. Un peu comme on peine à se remémorer l'époque où il n'y avait pas de smartphones. C'est peut-être à cela que l'on reconnaît que les temps changent.

La pauvreté dans les pays avancés est mesurée par le « taux de pauvreté relative » défini par l'OCDE. Au Japon, il est de 15,6 % pour l'ensemble de la population, 13,9 %

1. En 2009, le Parti démocrate du Japon remporte les élections législatives face au Parti libéral-démocrate, au pouvoir depuis plus de cinquante ans, signant ainsi une alternative politique historique au Japon. [N.d.T.]

pour les enfants et 50,8 % pour les familles monoparentales (chiffres de l'année 2015). Les chiffres paraissent tous les trois ans au Japon et on constate une amélioration par rapport à l'année 2012, ce dont nous pouvons nous réjouir. Le taux de pauvreté infantile est ainsi passé de 16,3 % à 13,9 %, soit une baisse de 2,4 points. Comme le Japon compte environ 20 millions de personnes entre 0 et 17 ans, cela signifie que 480 000 enfants sont sortis de la pauvreté. C'est considérable. Mais il y a aussi des éléments inquiétants.

Premièrement, le revenu médian, qui sert de base à ces calculs, est en baisse. Branko Milanovic¹ a clairement montré avec sa « courbe de l'éléphant », que les classes moyennes des pays avancés ont été les plus pénalisées depuis le début de la mondialisation il y a trente ans. Le Japon ne fait pas exception. Or, si le revenu médian baisse, mécaniquement le taux de pauvreté baisse également, alors que le quotidien des personnes à faibles revenus ne s'améliore pas pour autant.

Deuxièmement, la fonction de redistribution de la protection sociale n'a pas été renforcée. On considère en effet que la raison principale de la baisse du taux de pauvreté se trouve dans les mesures pour relancer l'économie, prises par le Premier ministre Abe Shinzô, aux responsabilités depuis fin 2012. Parallèlement à la réduction de l'impôt sur les sociétés et aux assouplissements monétaires de grande ampleur de la Banque Centrale, des mesures visant à promouvoir la place des femmes dans la société et à augmenter le salaire minimum ont été prises. Après la crise économique de 2008, le Japon a vécu un cataclysme de grande ampleur en 2011, avec le séisme du Tôhoku et la fusion du cœur du premier réacteur de la centrale de Fukushima. Ce n'est qu'à partir de 2012 que le Japon est entré dans une période de reconstruction. La baisse du taux

1. Milanovic Branko et Lakner Christoph, « Global Income Distribution. From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession », décembre 2013.

de pauvreté étant due à la tendance économique et non à une réforme du système social, de nombreux experts estiment qu'à court terme ce taux pourrait subir une nouvelle hausse. C'est également mon avis.

Cependant, j'ai toujours pensé, depuis l'époque où j'ai écrit ce livre, que les tendances macroéconomiques ne pouvaient à elles seules améliorer ou aggraver la pauvreté.

Depuis 1995, année où j'ai participé pour la première fois à des actions de soutien auprès des sans-domicile, et durant les dix années suivantes, je n'ai cessé de lutter contre l'indifférence dans la société japonaise.

Ce que nous voyions dans la rue et ce que nous constatons à travers les consultations que l'on menait, étaient des réalités s'éloignant considérablement de la vision que la société japonaise avait d'elle-même. Mais rares étaient les personnes qui le reconnaissaient.

Nous peinions à collecter des fonds et à rassembler du monde mais nous avons malgré tout poursuivi notre petite activité. Aux quatre coins du pays, il y avait des personnes qui menaient, dans les mêmes conditions, des activités similaires. Nous n'avions alors, ni l'ampleur suffisante pour faire évoluer la société, ni l'influence susceptible de capter l'intérêt des médias. Et les réseaux sociaux, qui permettent de communiquer à grande échelle, n'étaient pas encore apparus.

Pourtant, en 2009, le gouvernement a fini par reconnaître l'existence de la pauvreté dans la société japonaise et par prendre des mesures pour y remédier. On voit donc que même les actions de moindre ampleur et dont on ne perçoit pas immédiatement l'impact global peuvent changer la société.

A mon sens, le mouvement le plus remarquable actuellement au sein de la société japonaise est celui des *kodomo shokudô* (littéralement les « cantines pour enfants »).

On les définit comme « des cantines gratuites ou à très bas prix, où les enfants peuvent venir, même seuls et en

toute confiance ». Bien que l'on parle de « cantines », ce ne sont pas des établissements de restauration habituels. Visant à résoudre un problème social, ces cantines s'ouvrent dans toutes sortes de lieux, comme une pièce dans un logement privé ou un local public, le réfectoire d'un temple ou d'une église, un hall d'entreprise...

Au début, les *kodomo shokudô* étaient perçus par l'opinion publique comme des « lieux pour donner à manger aux enfants de famille en difficulté ». Mais de simples « cantines pour enfants pauvres » auraient été trop stigmatisantes pour y attirer les familles en difficulté. La plupart de ces lieux ne sont donc pas réservés aux enfants, mais cherchent au contraire à offrir un espace ouvert à n'importe quel habitant du quartier, sans restriction d'âge. Le mouvement est donc porteur de deux missions : apporter une réponse au problème de la pauvreté infantile et proposer des lieux de socialisation et d'échange.

L'appellation *kodomo shokudô* est apparue en 2012. D'après une enquête journalistique, en 2016, il y avait 319 cantines de ce type dans tout le pays. En 2018, selon notre propre enquête, il y en avait plus de 2000.

Ce qui est remarquable, c'est que ces *kodomo shokudô* se sont répandus spontanément aux quatre coins du pays, en l'absence de loi ou de mesures existantes, et sans disposer d'une organisation d'envergure nationale, avec la seule volonté de « faire ce qu'on a la capacité de faire ».

Le mouvement est principalement porté par des femmes. Très souvent, ce sont des femmes ayant fini d'élever leur enfant qui s'engagent et mobilisent leurs amies, car elles sont profondément heurtées de constater que « des enfants maigrissent pendant les vacances d'été, les repas les plus nourrissants qu'ils prennent au cours de la journée étant ceux servis à l'école ».

Chaque *kodomo shokudô* repose sur des bases fragiles, car ce sont des mouvements de faible ampleur qui ne disposent pas de ressources régulières et dont les membres

sont peu expérimentés. Comparés aux acteurs que sont le gouvernement, les grandes entreprises ou les collectivités locales, ils ne peuvent pas du tout être considérés comme aptes à résoudre un problème social aussi important que celui de la pauvreté infantile.

Or, ce sont bien ces personnes-là qui ont réussi à provoquer des changements dans les zones où ils vivaient. Les cantines s'étant répandues spontanément en un temps record, et dépassant aujourd'hui le nombre de 2000, elles sont en passe de devenir de véritables infrastructures sociales, ce qui a fini par retenir l'attention des citoyens (à titre d'information, il y a 20 000 écoles élémentaires au Japon).

C'est ainsi que la société change. J'en suis convaincu. C'est justement cette conviction, renforcée grâce à cette expérience, qui m'a mû jusque-là et ne cessera de le faire. Je serai heureux si je peux, à travers ce livre, transmettre cette conviction.

Pour finir, je voudrais dire que j'ai commencé à utiliser le terme « pauvreté » (*hinkon*) après une discussion avec Mélanie Hours, qui coordonne l'édition française de cet ouvrage. Au cours de l'année 2005-2006, alors qu'elle était au Japon dans le cadre d'un séjour de recherches, elle a participé, en tant que bénévole, aux activités de l'association que je présidais. A l'époque, nous louions un vieux bâtiment d'un étage, qui servait de base à nos activités. C'est là, sur le palier du premier étage, qu'elle m'a demandé « pourquoi les Japonais [n'utilisaient] pas le terme "pauvreté" (*hinkon*) ».

Moi-même, j'employais des expressions telles que « la question des sans-abri » ou « la question des personnes en difficulté », mais je n'avais jamais utilisé le terme « pauvreté ».

Parce que je trouvais que ce mot était trop fort. Il me renvoyait l'image de personnes mourant les unes après les autres au bord des routes. Et surtout, je pensais que les principaux intéressés n'apprécieraient sûrement pas ce terme.

Pourtant, si on ne voyait pas de « gens mourant les uns après les autres au bord des routes » au Japon, j'ai compris petit à petit que la réalité que j'avais sous les yeux devait être désignée par le terme de « pauvreté (relative) ». C'est ainsi que j'en suis venu à écrire ce livre.

Le ressenti des Japonais envers la « pauvreté » est très différent de celui des Français. Mais c'est justement grâce à la rencontre de ces deux visions que ce livre est né.

C'est pour cela que, tout en remerciant profondément Mélanie, je voudrais dire aux lecteurs français que ce livre doit beaucoup à leur pays.

YUASA MAKOTO

(activiste et professeur à l'université Hôsei),
le 2 mars 2018, à Hokkaidô,
alors recouvert d'une épaisse couche de neige